

CAMBODGE NOUVEAU

15 - 31 oct. 1995

Politique Economie Finances

2ème année numéro 37

tout commence

Avec les deux Congrès concurrents du BLDP -et les violences qui ont perturbé le second-, avec la déclaration de Sam Rainsy confirmant la création prochaine d'un nouveau parti, la vie politique du Cambodge s'anime -alors que les prochaines élections législatives ne doivent avoir lieu que dans deux ans.

Cet intérêt pour les élections, c'est un signe clair du retour du Cambodge à la santé. Exprimer des opinions est, peu à peu, reconnu comme licite.

Reconnu comme utile ? Il reste du chemin à faire. Pour le plus grand nombre des Cambodgiens, critiquer le pouvoir, ou exprimer une opinion qui n'est pas exactement officielle, reste une perte de temps et d'efforts.

Mais l'évolution est rapide, et les crises l'accélèrent. Contrairement à bien des prédictions, les Cambodgiens semblent prendre goût à la démocratie; admettre la voie démocratique comme le moyen normal de parvenir au pouvoir. Ce système pourrait "prendre" au Cambodge comme, après tout, il a "pris" en Inde.

Les secousses qui accompagnent le démarrage politique sont fortes. Elles le sont aussi dans le domaine des finances. Le dialogue entre les grands organismes financiers internationaux et le gouvernement est parfois rugueux.

Mais dans le même temps les écoles sont pleines, on construit des routes, le réseau hospitalier se met en place, une Chambre de Commerce est créée, les touristes arrivent plus nombreux ... Tout commence. A.G.

ASIE NOUVELLE

En trente ans, l'Asie de l'Est a changé de façon spectaculaire. L'un des points les plus intéressants, c'est la densité économique qu'elle a acquise, l'indépendance qu'elle est en train de construire vis à vis du reste du monde.

Le processus vaut qu'on s'y arrête. Un dossier de la *Far Eastern Economic Review* (12 octobre) apporte des informations très éclairantes à ce sujet.

Pendant des décennies, le développement de l'Asie de l'Est a dépendu de ses échanges avec l'étranger. Elle exportait, grâce aux coûts plus faibles de sa main d'oeuvre, vers l'Europe et les Etats-Unis, et c'était là l'essentiel de ses revenus.

Suivant la voie du progrès et de l'indépendance économique montrée par le Japon, les économies de Hong Kong, de Singapour, de la Corée du Sud et de Taïwan -les quatre "tigres"- ont doublé tous les huit ans entre 1960 et 1985.

Au cours des 10 dernières années, les échanges entre les 4 "tigres", les pays de l'ASEAN, le Japon et la Chine ont plus que quintuplé.

Aujourd'hui environ la moitié des exportations asiatiques va vers d'autres pays asiatiques, et ce sont de plus en plus des produits à haute valeur ajoutée.

Pour le Japon, les marchés asiatiques ont remplacé, à la première place, le marché américain (30 % de ses échanges extérieurs, contre 40 % il y a 10 ans).

On sait moins que les premiers investisseurs étrangers en Malaisie sont les Taïwanais, les premiers investisseurs en Indonésie les Chinois de Hong Kong. Que les quatre "tigres" sont aujourd'hui, devant les Etats-Unis et le Japon, les premiers investisseurs dans les pays de l'ASEAN.

Le résultat est l'émergence d'une région économique *Sud-est asiatique*, et la tendance est à un regroupement qui prendrait en compte, plus et mieux que l'ASEAN, cette personnalité régionale nouvelle, et la défense de ses intérêts.

Le changement n'est pas

élevé qu'il n'est, en moyenne, dans le reste de la Chine.

Entre 1979 et 1990 le nombre des Asiatiques de l'Est classés "très pauvres" est passé de 400 millions à 180 millions, bien que la population ait pendant ce temps augmenté très rapidement. Aujourd'hui, écrit la *Far Eastern Economic Review*, moins de 1 habitant sur 10 vit dans la pauvreté extrême en Asie de l'Est, alors que la proportion est de la moitié en Afrique et d'un quart en Amérique latine.

Les investisseurs extérieurs considèrent la région Asie du Sud-est de moins en moins

comme un réservoir de main d'oeuvre bon marché, et de plus en plus, à cause de l'apparition de fortes "classes moyennes", comme un "marché". Ils installent moins leurs usines, leurs bureaux près de leur main d'oeuvre, que près de leur clientèle.

NAISSANCE D'UNE REGION

seulement d'ordre statistique. On constate que la richesse s'est répandue non seulement à l'intérieur de ces pays "pionniers", y créant des classes moyennes à la fois productrices et consommatrices, mais aussi dans les autres pays de la région, sous l'effet des investissements. Dynamisme et richesse ont fait tâche d'huile.

Un exemple: les investissements de Hong Kong dans les régions avoisinantes de Chine populaire, notamment dans les zones économiques spéciales, y ont provoqué un extraordinaire accroissement du niveau de vie: à Shenzhen, il est 18 fois plus

Quels enseignements tirer de ces évolutions, pour le Cambodge ?

- qu'il est de première urgence, pour participer à cette extraordinaire ascension régionale, et en profiter, de mettre aux normes internationales sa législation, ses processus de décision, ses infrastructures;

- que la clé du développement futur, c'est la formation, qui permettra des productions à valeur ajoutée -l'exploitation de sa main d'oeuvre bon marché ne pouvant être qu'un palliatif provisoire;

- qu'il faut en finir avec les "coups". Au contraire, raisonner et agir pour le long terme.

à l'intérieur ...

Interview : Son Soubert

Hydraulique et dragages : les grands moyens

Où en est le Code de Commerce ?

FMI : des cailloux dans la soupière

pages 2 - 3

pages 4 - 5

page 6

pages 7 - 8

interview

SON SOUBERT

vice-Président de l'Assemblée Nationale

Après l'attentat du 30 septembre, et la prise de position du gouvernement en faveur de la faction Ieng Mouly du BLDP, peut-on prévoir un regroupement entre, d'un côté Funcinpec, PPC et Ieng Moulystes, et de l'autre Son Sanniens, Sam Rainsystes et Khmers rouges ?

-Ce n'est pas aussi net. Je crois que l'on ne sait pas où l'on va.

Cela dépend aussi des interprétations du gouvernement. Parfois il interprète les faits et gestes des gens sans les consulter. Quand nous critiquons, cela ne veut pas dire que nous nous opposons. Nous sommes embarqués dans le même bateau, pour une certaine destination. Les deux grands partis disent, sous prétexte de coalition, qu'il ne faut pas critiquer. Mais cela n'est pas le fait de la démocratie, c'est le fait d'un régime totalitaire, ou dictatorial. Il faut laisser s'exprimer les gens. Le gouvernement n'est pas un être divin qui peut tout voir. Il faut qu'il écoute l'opinion des autres. Quand je dis qu'il faut un certain équilibre entre le gouvernement et l'Assemblée Nationale, c'est pour la stabilité politique du pays.

Si le gouvernement dirige tout, que fait l'Assemblée ? Si les voix du mécontentement ne peuvent pas se faire entendre, où vont-elles aller ? Dans la jungle ? Est-ce cela la stabilité du pays ?

Je suis fier de notre peuple. La preuve a été faite récemment qu'il est mûr pour la démocratie, contrairement à ce qu'on dit. Ce sont les dirigeants qui n'y sont pas prêts. Malgré les intimidations, les menaces et même les attaques à la grenade, la population ne s'est pas laissée intimider. Les gens sont venus en

**critiquer,
ce n'est pas
s'opposer**

nombre à notre Congrès, ils s'étaient massés jusque dans les rues, et encore certains n'ont pas pu venir de la province de Takeo, de Takmau, ils ont été arrêtés par des postes de contrôle; au pont de Chruoy Changvar aussi, et même des gens venant de ma ferme à 30 km d'ici, des postes de contrôle ne les ont pas laissés passer vers la nationale 1.

Quelle conclusion tirer de ces deux Congrès ?

En ce qui nous concerne, notre Congrès a été décidé depuis novembre de l'année dernière par le Comité directeur de notre parti. Nous devons le tenir tous les deux ans pour changer, ou conserver, les membres du Comité directeur et les membres du bureau exécutif. Le congrès de M. Ieng Mouly s'est tenu en violation de notre statut et de notre règlement intérieur. M. Ieng Mouly s'est institué le président par intérim, ce qui n'est écrit nulle part. Le vice-Président est seulement l'adjoint du Président et son représentant pour régler les af-

fares de routine en son absence. Il n'est stipulé nulle part qu'il peut convoquer le Congrès. Au contraire, tout Congrès doit être convoqué par le Président, et se tenir en sa présence.

Qui plus est, un Congrès extraordinaire ne peut pas renouveler les mandats des membres du Comité directeur. Il est convoqué en cas de crise grave ou de changement d'orientation politique à décider immédiatement. Ce n'est pas le cas. Un Congrès extraordinaire ne peut se tenir qu'un mois après que les membres du Comité directeur en

aient été avisés. Or je n'ai reçu l'invitation que deux jours avant la date. Le gouvernement a reconnu le Congrès de M. Ieng Mouly. Cela fait partie de sa liberté de choix. Mais il s'ingère dans les affaires intérieures d'un autre parti, et il ne respecte pas le droit. Il faut alors se demander si le gouvernement est valable.

Il n'est d'ailleurs pas nécessaire qu'un parti soit reconnu par un autre parti ou par le gouvernement. Notre parti a été créé selon la Constitution, et il obéit à ses propres statuts. Nous défendons la démocratie, c'est à dire l'état de droit. Si vous ne respectez pas l'état de droit, alors vous coopérez avec la dictature. Pour l'avenir du Cambodge, nous considérons que la loi doit être au-dessus de tout.

La situation actuelle, avec deux partis s'intitulant chacun BLDP peut-elle durer ?

Il y a des précédents. En Inde ont existé deux Congrès, "Old Congress" et "Congrès Indira"; en Australie, le parti travailliste s'est aussi trouvé scindé en deux

partis travaillistes.

Les Ieng Moulystes sont-ils plus nombreux que les Son Sanniens comme ils le disent ?

Il faut tenir compte de l'intimidation, qui pèse même sur les députés, menacés d'être exclus de l'Assemblée. Les fonctionnaires de la police craignent de perdre leur grade et peuvent au contraire espérer des postes s'ils choisissent le bon côté. Ce sont des procédés indignes.

Ces événements vont-ils nous rejeter dans l'opposition ?

**avant tout
réconciliation et
rassemblement**

Nous suivons les directives de Sa Majesté le Roi qui préconise la réconciliation nationale, la paix,

le développement du pays. Et nous pensons que dans l'état actuel du Cambodge, on ne peut pas se permettre d'antagoniser qui que ce soit.

Mais cela ne signifie pas que l'on n'ait pas le droit d'exprimer son opinion si on voit que le gouvernement ne va plus dans le sens du droit -comme le fait M. Sam Rainsy : quand il voit que ça ne va plus, il crie et je trouve qu'il est courageux.

De même nous pensons que, quand on voit la population dans la misère et les rapatriés dans une situation discriminatoire, quand on reçoit à l'Assemblée des plaintes notamment en provenance de Kompong Cham, on ne peut pas simplement se tenir coi et dire que tout va bien.

L'Assemblée, les députés, font leur devoir, nous faisons le nôtre, et entre les différents pouvoirs il faut trouver un compromis. Il ne faut pas vouloir imposer tout le temps, mais écouter les autres.

Ces événements rapprochent-ils

A PROPOS ...

Nation Khmère

Dans une "Déclaration à la Nation Khmère" datée du 12 octobre, M. Sam Rainsy, ancien ministre d'Etat, ex-député à l'Assemblée Nationale, annonce la création prochaine d'un nouveau parti politique, Nation Khmère.

Ce parti sera créé conformément aux dispositions de la Constitution du Royaume du Cambodge afin de rassembler

toutes les forces patriotiques qui sont écoeurées par les mensonges, les escroqueries politiques et le non-respect des promesses faites avant les élections et qui s'opposent à toute forme de dictature, aux actes cruels et barbares, aux violations des droits de la population, à la corruption, aux aliénations illégales des biens de l'Etat, aux vols et aux confiscations de terrains, rizières et champs de la

population et à toutes autres sortes d'injustices, à la destruction des ressources naturelles du pays, notamment la forêt, à l'autorisation donnée à des immigrants étrangers de venir s'établir au Cambodge en nombre considérable et de manière illégale, à la cession de territoires cambodgiens à des pays voisins, à l'entrée d'hommes d'affaires étrangers malhonnêtes se comportant en véritables prédateurs, ouvrant

des casinos et s'engageant dans de nombreuses activités illégales et immorales (...).

"Le parti Cheat Khmer (Nation Khmère) supprimera les séquelles du régime communiste et en particulier les abus de pouvoir, l'usage des armes menaçantes et de l'argent corrompé pour violer la Loi et commettre des injustices sur les innocents et sur des innocents pauvres et faibles. La démocratie

(suite page 3)

les Son Sanniens de Sam Rainsy et de ses amis ?

Mais pas de Sam Rainsy seulement ! Dans les autres partis, comme au sein du PPC il y a des gens très valables, ouverts, qui ont l'esprit démocratique, il y en ont l'esprit démocratique. Il y en a beaucoup -je ne veux pas les nommer pour ne pas leur créer des difficultés avec leur parti- et même aux très hauts niveaux. Et même au sein du Funcinpec, beaucoup vont dans ce sens-là.

Il faut que les dirigeants des différents partis écoutent leur base.

Serait-il donc utile que ceux qui partagent ces mêmes idées se regroupent,

ou au moins se rapprochent pour se faire mieux écouter ?

C'est très possible, et nous n'excluons personne, non seulement ceux qui sont proches

de M. Sam Rainsy, mais certains éléments des Khmers rouges qui ne sont pas criminels, des gens qui sont proches du PPC, d'autres du Funcinpec.

Y a-t'il des conversations entre ces différents éléments ?

Je dirai "qui se ressemble s'assemble". Il y a une sorte de combinaison naturelle. Pour l'instant il n'est pas nécessaire de formaliser, on a l'habitude de se voir, on sait quelles sont nos tendances, nos idéaux, nos aspirations.

Je pense que la situation n'est pas encore mûre pour des réformes formels. On verra un peu plus tard l'évolution.

Les propos récents du premier Premier ministre, qui prévoit que la présente coalition va rester au pouvoir bien au-delà des prochaines élections rejette-t-elle les Son Sanniens dans l'opposition ?

Sa Majesté le Roi ne dit pas cela, il ne fait pas cette discrimination.

Le fossé qui s'est creusé entre Son Sanniens et Ieng Moulystes est-il dû à des questions personnelles, ou à des options fondamentales comme la politique vis à vis des Vietnamiens ?

Si mon père prenait ses réactions personnelles comme base de ses actions, il n'aurait pas fait de la résistance avec le Prince Sihanouk. Les Khmers rouges avaient tué son père, ses frères, ... ma grand-mère a aussi été prise dans l'exode, un de ses frères a été tué par les Khmers

SON SOUBERT

rouges, ses soeurs, ses frères, ... il

n'en n'a jamais parlé; en toutes choses il ne fait jamais état de ses sentiments personnels. De même quand en 1968 il a démissionné de toutes ses fonctions pour ouvrir les yeux aux chef de l'Etat.

Le danger que représenteraient les Vietnamiens est-il la raison du différend entre Son Sanniens et Ieng Moulystes ?

Son Sann était, au temps du Sangkum Neastr Niyum, à l'avant scène pour observer les Vietnamiens, lorsqu'ils ont demandé d'abord un droit de passage aux trois frontières, pour peu à peu s'infiltrer et s'installer. C'est lui qui négociait. Il était donc plus au courant du danger que quiconque. Et ça n'a pas manqué, ce fut ensuite l'invasion et lorsque les Américains ont bombardé, les Vietnamiens sont entrés plus à l'intérieur du Cambodge.

Ayant vécu tout cela, on comprend ses mises en garde. Il est d'autant plus conscient du danger que

notre origine, c'est la Cochinchine, Tra Vinh. Un de mes arrière grand-pères a été décapité par les Annamites parce qu'il avait demandé que soient préservées les coutumes cambodgiennes, la pagode, le bouddhisme cambodgien etc ... Que les Cambodgiens inconscients ne nous reprochent rien dans ce domaine !

Mais aujourd'hui, avez-vous entendu que nous avons dit quelque chose sur les Vietnamiens ? Rendez-vous

justice ! Nous avons dénoncé le danger vietnamien au temps de l'APRONUC, parce que nous savions qu'il y avait encore des troupes à l'intérieur du Cambodge. Elles ont été démobilisées sur place. Nous avions droit à des soupçons. Et en 10 ans de présence, les Vietnamiens pouvaient créer des structures ... Ce sont d'ailleurs les gens de Ieng Mouly qui nous informaient. Nous ne disons plus rien parce que c'est le rôle du gouvernement.

Les gens de Ieng Mouly nous paraissent opportunistes. Ils veulent conserver de bonnes places, une vie tranquille. Au député Kem Sokha qui l'interrogeait sur son attitude, Ieng Mouly a répondu : "c'est une question de survie". A quoi Kem Sokha a répondu courageusement : "Mais vous ne pouvez pas penser uniquement à la survie de votre groupe !"

C'est cela la différence entre le groupe de Ieng Mouly et le nôtre. Ce n'est pas une question de

un niveau différent de conscience nationale

personnes, ni une attitude vis à vis des Vietnamiens. Mais une différence dans le niveau de conscience de l'intérêt national. D'un côté un intérêt de groupe, de l'autre l'intérêt pour le peuple cambodgien.

La question vietnamienne n'est pas un thème central pour nous. Les Vietnamiens sont nos voisins. Nous ne pouvons rien y changer. Mais nous devons réduire le "karma de haine" pour vivre en bon voisinage. Ça veut dire que les Vietnamiens aussi doivent se tenir à cette attitude, ne pas chercher par tous les moyens à exploiter la situation et dominer

l'attaque à la grenade

Le 30 septembre, deux grenades explosaient, faisant au total plus de 30 blessés, l'une au domicile de M. Son Sann où se préparait le Congrès du BLDP, l'autre à la pagode Mohamantrey.

Il n'est pas vrai que nous avons refusé la sécurité pour notre Congrès. Ceux qui le disent sont des menteurs. Nous avons écrit une lettre le 26 septembre au ministère de l'Intérieur. Dès le 23 juin nous avons demandé à tenir ce Congrès, et la sécurité en même temps. Le 17 juillet nous avons renouvelé notre demande pour le 1er octobre. Enfin le 26 septembre. Voici le double des lettres envoyées.

Le cordon de police est arrivé après l'attentat. S'il était arrivé avant, nous ne l'aurions pas refoulé.

Qui a fait le coup ? Il ne faut pas, comme dans Le Loup et l'Agneau que celui qui a le pouvoir fasse tomber la faute sur le plus faible.

A PROPOS ...

sera réelle et vivante, elle ne doit pas exister seulement sur le papier et en paroles comme cela est la conception des tenants du pouvoir absolu (...)

pont sur le Mékong

C'est très probablement à Kompong Cham que sera construit le pont routier qui traversera le Mékong, et permettra bonne liaison entre la

capitale et les provinces de l'ouest. Le Japon a financé l'étude de trois sites, dont Neak Luong et Kompong Cham (CN n° 30 et 31). Il vient d'être autorisé, au vu d'un premier rapport, à poursuivre l'étude du site de Kompong Cham. Le pont serait du type du pont de l'Amitié (ou "pont japonais"), avec une largeur de 13 m et une chaussée de 7. Etant en amont de Phnom Penh, il aurait une hauteur de 15 m au-dessus de l'eau, alors

qu'en aval (les deux autres sites) il aurait du avoir 37,40 m de tirant d'air.

Il ne semble pas que l'on envisage d'en faire un pont "rail-route" pour une future liaison ferroviaire Bangkok-Phnom Penh-Ho Chi Minh.

Le nouveau pont jouera un rôle majeur pour le désenclavement des provinces de l'ouest, Mondolkiri, Kratie, Stung Treng, Ratanakiri. La réfection de la route 76 reliant Sen Monorom à

la RN 7, qui est aussi celle qui dessert les plus grandes plantations d'hévéas, est en cours d'achèvement.

Sihanoukville

La France finance le plan général et le "zonage" de Sihanoukville, et le Japon le "master plan" du port comportant une première étude de faisabilité. Reste à créer une coordination entre le ministère des Travaux publics, le CNATU

(suite page 4)

HYDRAULIQUE ET DRAGAGES

les grands moyens

Dans quelques jours devrait être rendue publique la création de la *Société de Dragage et de Travaux Hydrauliques, SDTH*, une SA de droit cambodgien, qui naît sous l'impulsion de DUMEZ-GTM. Les intérêts cambodgiens y seront majoritaires; la société française y aura une part minoritaire; elle restera ouverte à d'autres partenaires.

"Le dragage et l'hydraulique sont mon deuxième grand projet, après l'aéroport de Pochentong, nous dit Philippe Sire, directeur de Dumez-GTM Cambodge. Il s'agit de projets à long terme, qui demanderont des investissements lourds, mais qui devraient s'auto-financer sur le long terme".

L'idée est facile à saisir : dans ce pays où l'eau joue un rôle vital, soit qu'il y en ait trop, soit qu'elle manque, les travaux d'hydraulique et de dragage sont essentiels. Or ils ont été abandonnés depuis plus de 20 ans.

Aujourd'hui il y a urgence, notamment en matière d'irrigation : canaux envasés, réservoirs comblés, rivières et fleuves ensablés, ... c'est l'une des raisons, et sans doute principale, des mauvaises récoltes qui maintiennent les paysans dans la pauvreté.

Survoler le Cambodge en cette saison des pluies, où le parcourir par la route, c'est constater que l'eau recouvre tout, dévaste les rizières, détruit les routes ...

Une bonne irrigation, c'est sauver les champs du trop ou du trop peu d'eau et permettre de faire deux et parfois trois récoltes par an.

En matière d'irrigation, la nouvelle société n'envisage pas de se substituer aux

ONG qui font déjà de la petite hydraulique sur le terrain, ni bien sûr à la population villageoise elle-même.

Elle se chargera des gros travaux qui demandent des moyens mécaniques importants : curer et recréer d'anciens réservoirs, nettoyer des canaux avec des petits engins, ... Les réseaux ont existé, mais il faut les réhabiliter. Des études ont été réalisées par la BAD, le PNUD, le Secrétariat du Mékong notamment. La SDTH travaillera avec la SOGREA.

On ira d'abord au plus urgent : les provinces situées entre Phnom Penh et le Vietnam (Kandal, Takeo, Prey Veng, Svay Rieng, ...) où la population souffre particulièrement de la perte de la maîtrise de l'eau. Et où ne se posent pas de problèmes de sécurité.

Il y a beaucoup à faire aussi dans la région de Sihanoukville.

L'objectif : commencer dès la prochaine saison sèche, après avoir réglé les problèmes de la création de l'entreprise et du financement.

En matière de dragage, les travaux à réaliser sont très importants, ils devront durer des décennies.

Ils viseront à assurer la navigation sur le Mékong et le Tonle Sap, mais aussi à éviter l'ensablement qui menace l'équilibre de la zone exceptionnelle des Quatre Bras et du Tonlé Sap.

Un exemple : en 30 ans, la pointe de Norea, entre le Mékong et le Bassac, a reculé de 600 m., soit 20 m en moyenne chaque année. Aujourd'hui, c'est l'embouchure du Bassac qui menace de s'obstruer entièrement (voir à ce propos l'interview de M. Vann Molyvann dans CN n°) : Les Quatre Bras risquent de perdre un bras ...

Par manque de dragages, le Mékong ronge dangereusement certaines de ses berges : il reprend sa tendance naturelle à se

SON SOUBERT

(suite de la page 3)

le Cambodge. Ils ont une armée très puissante et des structures politiques encore monolithiques ... alors que les Thaïs ont des partis.

Le Cambodge étant faible, ses voisins sont tentés de s'en emparer. C'est normal. Même le Laos, faible aujourd'hui, nous aurait avalés s'il l'avait pu.

Y a-t'il encore des conseillers vietnamiens derrière certains dirigeants cambodgiens ? Il y a des rumeurs dans ce sens, mais je n'ai aucun moyen de contrôle.

Dans la situation actuelle du

Cambodge, avec une structure sociale complètement démantelée, une structure administrative pas très forte, nous sommes divisés en clans, la politique la plus sage aurait été, comme Sa Majesté le Roi l'avait dit, de rassembler le plus possible les différents points de vue et trouver des points communs pour l'intérêt de tout le peuple cambodgien, rallier les forces vives du pays, et non pas faire une politique de discrimination : "si vous n'êtes pas avec moi vous êtes contre moi".

Cherchez-vous toujours à exclure votre groupe de l'Assemblée ?

On s'est calmé en haut lieu là-

dessus. Et même si on continue à penser dans ce sens-là, ce ne sera pas si facile. Le cas est tout à fait différent de celui de M. Sam Rainsy, où les députés n'ont pas eu à voter.

Si les députés étaient appelés à voter, beaucoup s'abstiendraient, que ce soit dans le PPC ou au Funcinpec. Une partie du Funcinpec s'y opposerait. En ce qui me concerne, il faudrait pour m'exclure les deux tiers des votes, puisque j'ai été élu vice-Président de l'Assemblée par un vote secret des deux-tiers des députés (CN n° 34).

Mais si l'Assemblée n'avait pas la volonté d'être indépendante, et de suivre les partis, alors il

vaudrait mieux pour nous quitter l'Assemblée où notre présence n'aurait plus aucun sens.

Dans cette hypothèse, notre choix serait plus clair. Nous serions obligés d'être dans l'opposition -mais, je l'ai dit, le souhait de Sa Majesté le Roi est une véritable réconciliation nationale. Comme le général de Gaulle qui, après tant d'années de guerre, recherchait le rassemblement.

Si nous étions, sans l'avoir voulu, dans l'opposition, nous rechercherions le rassemblement, non la division. Nous savons que nous avons le soutien du peuple, du clergé, de la plupart des fonctionnaires ...

A PROPOS ...

(Aménagement du Territoire), et les équipes japonaises et françaises.

route n° 1

Sauf deux sections d'environ 5 km de trous où il faut rouler au pas, entre Pursat et Battambang, la route n° 1 Phnom Penh - Battambang est bonne. Quatre ponts ont pourtant sauté sur la section la plus proche de

Battambang -les usagers affirment que c'est le fait de l'armée plutôt que celui des khmers rouges-, et le passage est prétexte à péage : de 2000 à 10 000 riels par véhicule (les voitures des ONG sont exemptées). De Battambang à Pursat la route est bonne, avec un pont qui semble faible pour l'important trafic de camions (convois de semi-remorques) en provenance de Thaïlande.

liaisons aériennes

Royal Air Cambodge prévoit d'ouvrir deux nouvelles liaisons aériennes au début de 1996 : Phnom Penh - Paris et Phnom Penh - Tokyo ... si du moins l'évolution de la demande le justifie.

Siem Reap

Le projet de loi sur la protection du Patrimoine a été approuvé par le Conseil des Ministres le 11 octobre et devrait être adopté par l'Assemblée au cours de sa

prochaine session, avant la fin de l'année.

Les temples d'Angkor pourraient être rayés par l'UNESCO de la liste des oeuvres appartenant au patrimoine mondial si cette loi tardait trop.

Le reproche fait d'autre part au gouvernement cambodgien d'avoir accordé des permis de construire à des projets hôteliers à l'intérieur de la zone archéologique, est sans aucun

(suite page 6)

déplacer. En certains endroits, et en moment de crues, il menace par exemple la digue qui porte la route n° 1.

Toujours par manque de dragages, un seuil se forme à l'entrée du Grand Lac : on ne pourra bientôt plus passer dans le Grand Lac en saison sèche.

les remblais paieront

Bref, la nécessité de réaliser avec de grands moyens des travaux d'hydraulique et de dragages ne fait pas de doute.

Il faudra y consacrer un financement important. "Sur 5 ou 6 ans, nous allons investir pour environ 10 millions de dollars de matériel" prévoit Philippe Sire. Une drague par exemple coûte de 3 ou 400 000 dollars pour un petit engin, à 3 à 4 millions de dollars pour les plus importants. Nous comptons sur les grands bailleurs de fonds internationaux : Banque Mondiale, Banque Asiatique, PNUD, Union Européenne, CFD, ..."

Comment rentabiliser ces fortes dépenses ? "Par la vente de remblais. Grâce aux matériaux

extraits, on peut réaliser des digues, combler des marécages et réaliser des terrains à bâtir qui naturellement prennent une valeur qu'ils n'avaient pas, explique Philippe Sire. Phnom Penh pourrait ainsi aménager des "zones à développement spécialisé" selon ses projets. La rentabilité toutefois n'est atteinte que sur le long terme: 10 à 20 ans...

"Dumez-GTM connaît bien la question, car c'était déjà, il y a

70 ans, les Grands Travaux de Marseille qui ont remblayé, en dragant le Tonle Sap, la plus grande partie de Phnom Penh, et notamment le terrain où se trouve aujourd'hui le Marché Central !"

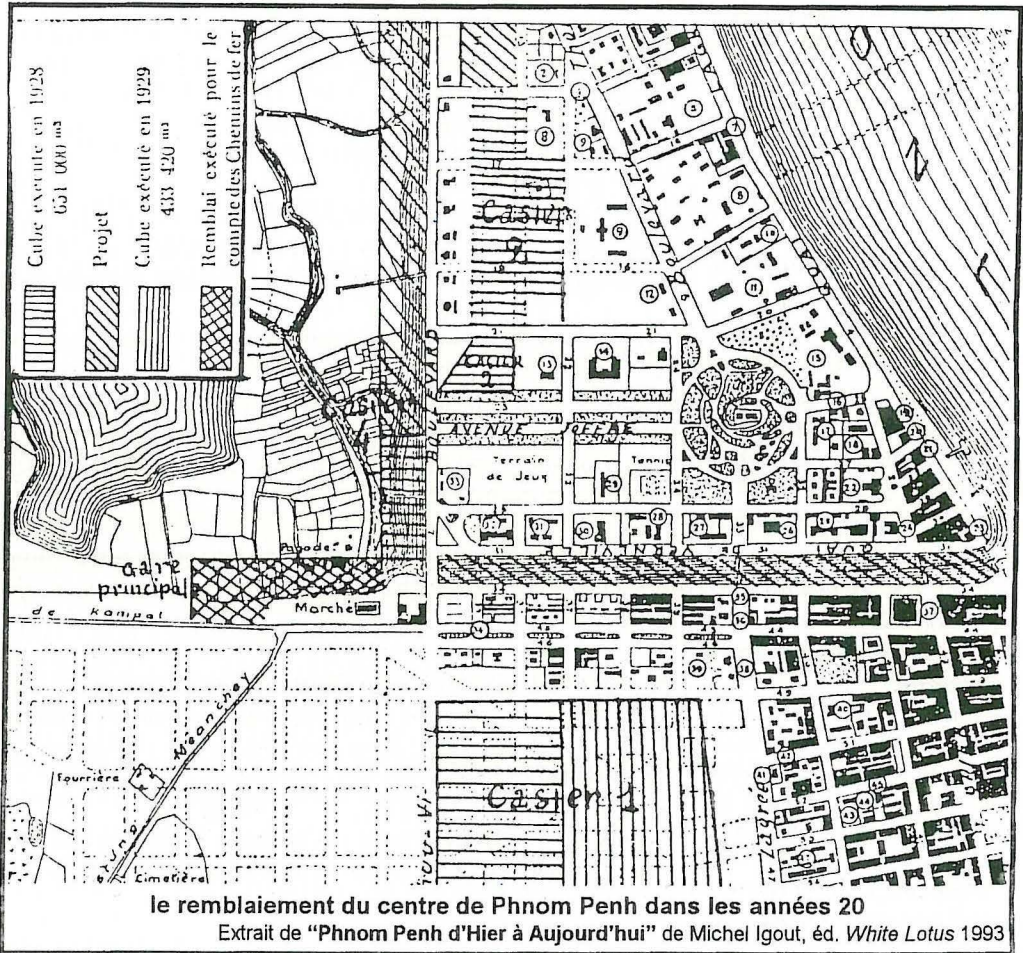
Pour que les écologistes et les environnementalistes ne s'inquiètent pas exagérément, la SIDTH fait observer que le projet présenté au CDC prend en compte tout un ensemble

- d'objectifs :
- . réhabilitation de la navigation
- . irrigation permettant le développement de l'agriculture
- . désenclavement de zones agricoles
- . création de nouvelles zones d'activités, artisanales et industrielles
- . création de matériaux de construction
- . pérennité de l'environnement
- . protection de la pêche traditionnelle.

INDEX

Au précédent numéro de **CAMBODGE NOUVEAU** était joint un **INDEX**. Nous sommes ouverts aux suggestions de nos lecteurs sur les améliorations à y apporter. C.N.

CAMBODGE NOUVEAU
ne copie personne
Ne le copiez pas !
Si vous le citez
indiquez la source.



le remblaiement du centre de Phnom Penh dans les années 20
Extrait de "Phnom Penh d'Hier à Aujourd'hui" de Michel Igout, éd. White Lotus 1993

L' UNESCO : il faut un plan d'ensemble

Une cellule vient d'être créée au sein de l'antenne de l'UNESCO de Phnom Penh, l' "Unité de l'environnement et des ressources naturelles". Draguer ? Oui, mais ces interventions doivent selon elle faire partie d'un plan d'ensemble qui devra tenir compte de nombreux paramètres et enjeux.

Ses objectifs : -inscrire le Tonle Sap, avec le bras de fleuve du même nom qui le relie aux Quatre Bras, sur la liste du Patrimoine Naturel Mondial; -jouer un rôle de coordinateur, de "facilitateur" dans le dialogue qui devra s'établir entre des intérêts

différents lorsqu'il s'agira d'aménager cette zone naturelle encore mal définie; - un rôle d'informateur enfin.

Un aussi vaste projet d'aménagement concerne de nombreux partenaires : le ministère des Travaux Publics vise l'amélioration des infrastructures, qui permet le développement économique. Le ministère de l'Environnement bien sûr, souhaite avant tout conserver, éviter les destructions que peut provoquer une intervention humaine excessive : pêche sans contrôle, abattage de la forêt, coupe des bambous, pratiques illégales qui menacent certaines espèces de

disparition, effets des produits chimiques employés dans l'agriculture ...

Le ministère de l'Agriculture et de la Pêche défend quant à lui plutôt l'exploitation des ressources naturelles au profit des populations, les pêcheurs notamment.

Concernés aussi : l'Aménagement du Territoire (le CNATU : Conseil National d'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme), le Tourisme, le Développement rural, la Municipalité de Phnom Penh ... Concilier tous ces intérêts va être difficile et long, on en est bien conscient à l'UNESCO.

Mais, avant même que cette

aventure ait commencé, on fait preuve d'un certain optimisme. D'abord parce qu'on a, avec la région d'Angkor et "APSARA" une expérience d'action interministérielle d'assez grande envergure.

On estime d'autre part que les différentes approches ne sont pas inconciliables. Les ministères intéressés ne devraient pas se montrer intraitables. Il appartiendra au Gouvernement de faire preuve de volonté politique, de faire les choix. Enfin parce que se développe, au sein même de l'UNESCO, un concept de "biosphère" qui concilie la protection de l'environnement et le développement.

Où en est

le Code de Commerce ?

Le Cambodge, chacun en est bien conscient, recherche activement des investissements privés. Ce sont ces investissements qui constituent le moteur l'économie nationale, qui créent la richesse et les emplois. Ce sont ces investissements privés qui donneront au Cambodge et à son gouvernement la possibilité d'exister et de se développer lorsque les aides internationales diminueront, puis cesseront.

Pour que les investisseurs - pour l'essentiel étrangers - se décident à investir au Cambodge, il faut un "environnement" favorable. Le système législatif en fait partie. Et dans ce système, le Code de Commerce, qui constitue les "règles du jeu" auxquelles les entreprises doivent se soumettre, joue un rôle majeur.

Une fois terminé, le Code de Commerce comptera huit "livres" ou chapitres. Chaque livre fait l'objet d'une loi distincte, qui doit être suivie de son Décret d'application.

Le Code de Commerce est en chantier depuis deux ans. Où en est-on ?

A noter : le décret d'application de la Loi sur les Investissements n'est toujours pas adopté.

Livre 1 sur l'enregistrement des sociétés et la tenue de la comptabilité par les Sociétés: Loi adoptée par l'Assemblée le 3 mai 1995. Manquent les Anukret correspondants. L'un sur les documents nécessaires à l'inscription d'une société. Un autre sur l'obligation de tenir une comptabilité, et les pénalités, qui devrait être préparé conjointement par le ministère des Finances et celui du Commerce, mais cette préparation se fait attendre. Un troisième sur l'obligation d'affichage et de factures en riels.

A noter que les sociétés créées avant que cette Loi ait été adoptée (on pouvait inscrire une société auprès des ministères correspondants, Industrie, Travaux publics, Agriculture, Tourisme, ...) ont six mois pour régulariser leur situation auprès du ministère du Commerce. La date butoir est donc le 3 novembre. En pratique, le délai de six mois est renouvelable (une seule fois).

Livre 2 sur les formes des sociétés : la loi, déposée au bureau de l'Assemblée en août 1994 a été examinée en Commission à l'Assemblée Nationale. Reste la discussion en séance plénière. Puis le décret d'application.

Livre 3 sur la propriété commerciale et les contrats commerciaux. Elle a été examinée par le Comité interministériel, et le Conseil des Juristes du Conseil des Ministres. Elle doit ensuite être examinée par le Conseil des Ministres, avant d'aller à l'Assemblée : (1 : Commission; 2 : séance plénière) où elle pourrait être débattue lors de la prochaine saison parlementaire qui commence normalement la troisième semaine d'octobre et dure trois mois.

Livre 4 sur la faillite et le redressement judiciaire : un projet a été rédigé au ministère du Commerce; il va être discuté avec les autres ministères concernés avant d'être transmis au Conseil des juristes.

Livre 5 sur le Tribunal de Commerce : le texte est en préparation. Il y a différences de point de vue sur la composition du Tribunal : comportera-t'il des commerçants, comme c'est l'usage dans certains pays ? Ou bien uniquement des magistrats professionnels ?

Livre 6 sur la Chambre de Commerce : adoptée par l'Assemblée le 16 mai 1995. Les anukret. Les Anukret (décret d'application) ont été approuvés. Les élections à la Chambre de Commerce ont lieu le 15 octobre.

Livre 7 sur la propriété intellectuelle : elle pourrait être composée de trois petits livres : sur les marques et la propriété intellectuelle; sur la propriété industrielle; sur les droits d'auteur.

Livre 8 sur la qualité : un expert français y travaille.

A PROPOS ...

fondement, nous dit M. Sok Chenda, Sous-secrétaire d'Etat au ministère du Tourisme.

casino ?

De même, il existe bien un projet de casino à Bokor, présenté à nouveau par un très riche homme d'affaires cambodgien. Mais "étant donné le contrat d'exclusivité passé avec Ariston, ce projet ne peut pas aboutir".

Apsara

L'Autorité pour la Protection et la Sauvegarde de la Région de Siem Reap-Angkor APSARA (CN n° 26) s'est réunie pour la première fois le 9 octobre. Le Secrétaire général d'APSARA sera, comme nous le disait en avril M. Vann Molyvann, l'architecte franco-cambodgien Ros Borat.

Le premier budget d'APSARA devrait être approuvé par l'Assemblée en décembre.

CAMBODGE
NOUVEAU

le journal
des
décideurs

notre
meilleur
investissement

Cambodge Nouveau
bi-mensuel
Politique, économie, finances

Directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef : Alain Gascuel
Enquêtes : Christine Chaumeau
Mise en page : Pen Mary
Impression : CIC
Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 - BP 836 - Phnom-Penh

CAMBODGE NOUVEAU

tel (015) 91 19 67

est vendu uniquement par abonnement
exemplaire gratuit sur demande

FMI - CAMBODGE

des cailloux dans la soupière ...

Dun long entretien avec le représentant du Fonds Monétaire International au Cambodge M. Joshua D. Charap nous donnons ci-après les passages qui nous paraissent les plus caractéristiques. (texte non exhaustif, traduction non officielle).

Si vous étiez venu me voir en juillet, je vous aurais dit qu'il y avait des difficultés techniques. Maintenant c'est devenu un vrai problème, un problème dans les discussions avec le gouvernement. Les négociations se sont soudainement détériorées cet été. Jour après jour on réalisait que la situation ne répondait pas à ce qui était prévu dans l'accord. Il est devenu évident que la situation ne répondait plus au programme. Il ne nous était pas possible de présenter le dossier au Comité Exécutif...

Entre janvier et juillet, des activités n'ont pas été incorporées de façon efficace dans le programme, et d'une certaine façon on pourrait dire qu'elles n'ont pas été comprises par le ministère des Finances. Ils n'avaient pas idée des activités mises en oeuvre. Soit ils nous ont menti, soit ils n'étaient pas au courant. En leur donnant le bénéfice du doute, je pense qu'ils n'étaient pas au courant.

A partir de quel point décidez-vous de cesser d'apporter votre soutien? Jusqu'à quel point êtes-vous tolérants?

Vous arrivez un jour X et vous constatez ce qui a été fait dans le passé. Vous cherchez à assurer que l'avenir sera différent. Nous revenons 6 mois plus tard et nous constatons que tous les mécanismes ont été mis en place pour que la situation soit différente, et qu'elle ne l'est pas. Alors nous atteignons le moment où nous disons "assez c'est assez."

Mais si les choses n'ont pas été contrôlées de façon assez large et de façon assez complète et si nos contrôleurs n'avaient pas les moyens de les contrôler, alors la seule chose que nous puissions

faire est de mettre en place des mécanismes qui modifieront le fonctionnement du système. L'autre choix, c'est d'abandonner.

C'est aussi le sentiment de la communauté des donateurs que les négociations pourraient être arrêtées. Théoriquement, les négociations entre le Gouvernement et le FMI pourraient être arrêtées et le FMI s'en laver les mains. Le message que cela donnerait à la communauté des donateurs serait extrêmement dur. Ce serait un choc.

Mais tous comptes fait, le Cambodge n'a pas beaucoup d'endroits où s'adresser pour obtenir du financement. Il doit passer un accord avec nous, d'une façon ou d'une autre... -ou non. Mais le Gouvernement pense qu'il y aura un accord. Nous avons eu des négociations très difficiles. Mais il y a eu des progrès durant l'été et nous sommes confiants que les négociations vont aboutir.

- Où en est on aujourd'hui ?

Il s'agit maintenant de mettre en place un système qui permette de s'assurer que cela ne continue pas. D'importantes mesures ont été prises dans

ce sens: le décret signé par le Premier Ministre soulignant que seul le ministre des Finances peut signer les accords extérieurs pour emprunter de l'argent à l'étranger.

Cela est crucial parce qu'ainsi ce n'est plus n'importe qui du ministère des Finances qui peut lancer des procédures d'emprunt. C'est crucial pour construire l'autorité au sein du ministère.

Le programme pour la deuxième année a été présenté au Comité Exécutif le 15 septembre. En fait, il aurait dû être présenté au printemps...

La base du nouvel arrangement

avec le FMI a été approuvé par le Comité Exécutif en septembre... le Gouvernement a défini ses politiques.

Le cadre général consiste à améliorer la gestion des impôts, en général à maintenir l'équilibre budgétaire, maintenir une politique monétaire serrée, réduire la taille de l'Administration, améliorer le fonctionnement de l'Administration. Ce sont des mesures concrètes avec des dates concrètes.

Nous agissons ainsi pour promouvoir la transparence. Pour montrer comment ça devrait se passer dans un système totalement transparent. C'est la clef. Face à tous ces non-sens, il y a le Budget. Le Budget représente l'outil politique du Gouvernement. Quand nous constatons des choses qui ne sont pas marquées dans le Budget, cela nous rend très nerveux. Quand nous voyons un Budget qui est extrêmement différent de celui auquel nous nous attendions, bien sûr, nous sommes contrariés.

Tous les revenus provenant des coupes doivent être enregistrés au Budget. Toutes les concessions, tous les droits venant d'investissements étrangers doivent être crédités au Budget. Les revenus venant des privatisations seront également crédités

au Budget. L'article 21 de la loi cambodgienne stipule que l'argent va au Budget. Rien de

tous cela ne vient de moi, c'est la loi cambodgienne. Les Cambodgiens doivent mettre en oeuvre et respecter leurs propres lois (sous-décret en date du 19 avril 1995).

Nous sommes là pour soutenir le programme du Gouvernement Royal. Le Gouvernement définit sa politique en consultation avec le Fonds. Si le FMI considère que cette politique est sensée, alors, et seulement alors, la soutient-elle. Mais si le Gouvernement Royal ne veut pas mettre en oeuvre sa politique, alors pourquoi définit-il des politiques qu'il n'a pas l'intention de mettre en oeuvre et qui sommes-nous, étrangers,

pour leur dicter des politiques? Nous ne sommes pas là pour jouer le rôle de policiers. C'est leur politique, c'est leur pays.

Avez-vous une date-butoir pour la réalisation de ces objectifs ?

Tous les mois. En fait, il y a un calendrier ambitieux et réaliste concernant par exemple le vote de la loi sur la Banque Centrale, sur le Code de Commerce.

- Avez-vous dit quoi que ce soit au sujet des dépenses de l'armée?

Le FMI n'est pas en position de juger ce qui est approprié et ce qui ne l'est pas. Il est clair, au vu de leur histoire et de leur expérience, qu'ils doivent avoir d'importantes dépenses militaires.

- Avez-vous jamais dit que les dépenses militaires ne devraient pas dépasser 4% du PNB ?

Il s'agit sans doute d'un chiffre issu d'un compromis, peut-être d'un certain contexte, faisant partie d'un budget accepté précédemment.

Si la communauté donatrice voulait mettre de la pression sur le Cambodge en disant qu'elle ne veut pas placer de l'argent dans le secteur de la défense -c'est une des façons dont certains donateurs peuvent aborder la situation-, alors le Gouvernement cambodgien devrait y penser sérieusement.

Mais s'ils prennent des mesures sérieuses de réformes structurelles et font des efforts pour étendre l'assiette des impôts, maintenir l'équilibre du Budget, alors nous, en tant qu'étrangers, ne pouvons pas leur dire que nous n'aimons pas leur façon de répartir leurs dépenses.

Ce qui me concerne c'est de savoir si les revenus et les commissions seront inclus au Budget et s'il les impôts seront mis en place.

Pour la situation présente, les Cambodgiens maintiennent le Budget honnête et transparent et ils expliquent qu'ils ont eu une importante opération militaire dans telle région, pour telle raison. Alors nous n'avons pas d'autres solutions que de le financer.

(suite page 8)

FMI

(suite de la page 7)

- en somme , il n'y a pas que des sujets d'inquiétude ?

Nous sommes ici à nous plaindre, mais d'énormes progrès ont été faits en deux ans. Ce ne serait pas suffisant sur une période de dix ans, mais les progrès ont été importants.

Une des choses que les Cambodgiens ont faites, et qui est la clef de tout progrès à venir, est qu'ils équilibrent leur budget. Ils ne vont pas à la Banque Centrale pour imprimer des billets afin d'équilibrer le Budget. Ca, ils ne le feront pas. C'est la base de toute la situation macro-économique.

Cela dit, il est extrêmement regrettable que les dépenses de base pour l'Education et la Santé doivent être coupées parce que les militaires dépensent tout cet argent...

- Comment voyez-vous l'avenir? Pensez-vous que le FMI et d'autres organisations vont aider le Cambodge pour toujours ou avez-vous mis une date limite?

Si le Cambodge réalise de vrais et sérieux progrès, et fait des efforts, alors la communauté sera sans doute extrêmement généreuse en pensant que l'argent sera bien utilisé au Cambodge.

Si, par contre, ils font vraiment n'importe quoi, non seulement le FMI mais aussi toute la communauté se dirait qu'ils ne sont pas sérieux et se demanderait pourquoi gâcher de l'argent au Cambodge.

Déjà le montant de l'argent que les pays riches sont prêts à donner aux pays pauvres diminue rapidement. Déjà les Cambodgiens prennent un gros morceau d'un gâteau qui va en diminuant. Constamment ils doivent justifier pourquoi le Cambodge devrait recevoir de l'argent et pourquoi pas le Myanmar, le Bangladesh, le Laos ou la Zambie.

Il n'y a pas d'engagements sans limites. Certains disent : "Nous leur avons apporté l'APRONUC, nous avons apporté des élections, nous leur avons donné de l'argent, nous avons payé notre dette. Il y a des problèmes ? C'est de notre faute. Au revoir et bonne chance, le Cambodge!". C'est un point de vue qui existe ...

TOURISME : PLUTÔT BON

arrivées à Pochentong en août 1995

La saison commence plutôt mollement, estiment l'une et l'autre les agences *Diethelm* et *Apsara Tours*. "Nous sommes au-dessous des niveaux de 1994 à la même époque". Mais le ministère du Tourisme ne partage pas ces vues : "c'est, nous dit M. Sok Chenda, sous-Secrétaire d'Etat, que le nombre des agences de voyage a beaucoup augmenté, de sorte que la part de chacun diminue. Même phénomène pour les chambres d'hôtel".

En réalité, estime-t'il, l'année 1995 jusqu'ici a été bonne. En août, on a enregistré 14 214 arrivées de touristes à l'aéroport de Pochentong, sur un total de 19 624 arrivées, 33,1 % de plus qu'en août 1994.

Le nombre des visiteurs asiatiques augmente fortement. Les Japonais restent en tête, avec 11,1 % du total, et les Français restent seconds (1909 arrivées en août, 9,7 % du total). Mais les Chinois "populaires" sont presque aussi nombreux, tandis que Taïwanais, Malaisiens, Singapouriens, même Vietnamiens augmentent rapidement en nombre (Taïwanais : + 148 %).

Les occidentaux -Français, Américains, Britanniques, Australiens, Italiens, Canadiens, Allemands, Suisses, ...- n'augmentent pas dans les mêmes proportions : Américains : + 54 %, Britanniques + 52 %, mais Français -2,6 %.

Une explication : Les touristes venant des pays les plus lointains s'exagèrent l'insécurité du Cambodge. Et ils ont, cas par cas, leurs soucis propres, qui peuvent les dissuader de dépenser de l'argent en voyages.

"Les asiatiques dépensent peu dans l'ensemble, nous dit M. Reth Chanta, directeur d'*Apsara Tours*, ce sont souvent des "sex tourists". Les occidentaux, estime-t'il, sont plus culturels, notamment les Français".

"Peut-être les Européens sont-ils freinés, comme les Américains, par les événements dans l'ex-Yougoslavie qui leur font craindre une extension du conflit et les incitent à rester chez eux".

Pour la saison qui commence, on ne peut rien dire encore. Mais la fameuse éclipse de soleil, qui doit être pleinement visible d'Angkor le 24 octobre, est "comme un don du ciel".

NATIONALITY	Aug-94	Aug-95	%CHANGE
TAIWAN	723	1,797	148.5%
MALAYSIA	491	1,076	119.1%
SINGAPORE	539	1,047	94.2%
VIET NAM	102	196	92.2%
JAPAN	1,164	2,189	88.1%
U.S.A	923	1,425	54.4%
U K	428	654	52.8%
AUSTRALIA	382	521	36.4%
CANADA	202	257	27.2%
CHINA	1,506	1,868	24.0%
ITALY	330	340	3.0%
GERMANY	203	208	2.5%
THAILAND	1,206	1,194	-1.0%
FRANCE	1,959	1,909	-2.6%
SWITZERLAND	103	93	-9.7%
OTHER	4,482	4,850	8.2%
TOTAL	14,743	19,624	33.1%

statistiques : ministère du Tourisme

Arrivées au Cambodge huit premiers mois
total touristes, affaires, officiels

	1994	1995
janvier	13 136	15 934
février	14 847	15 107
mars	15 149	18 527
avril	15 149	17 190
mai	12 140	14 083
juin	11 470	15 114
juillet	15 030	18 975
août	14 743	19 624
TOTAL	111 664	134 554



CHANGEMENT DE DIRECTION

LUC VOUS ACCUEILLE AU CACTUS

buffet de salades à volonté à 2 \$ s. c. tous les midi

GRAND CHOIX DE BIERES

LE CACTUS

de 10 heures du matin à 2 heures du matin

94, BOULEVARD PREAH SIHANOUK - PHNOM-PENH